

Doc. 16220
26 juin 2025

Sur la situation de la liberté de confession au Bélarus

Déclaration écrite n° 814

Cette déclaration écrite ne reflète pas la position de l'Assemblée, mais uniquement celle des membres qui l'ont signée. Elle ne fera pas l'objet de mesures supplémentaires de l'Assemblée.

Nous, soussignés, déclarons ce qui suit:

Nous condamnons les atteintes de plus en plus graves à la liberté religieuse commises par Aliaksandr Loukachenka au Bélarus. Depuis les élections frauduleuses de 2020, les autorités ont démantelé la société civile indépendante (groupes de défense des droits humains, médias libres, syndicats et partis politiques) et, en 2024-2025, elles se sont attaquées aux communautés religieuses.

Le cadre répressif a déjà donné lieu à des peines draconiennes, prononcées notamment à l'encontre des prêtres catholiques Andrzej Yukhnevich (13 ans d'emprisonnement), Henrykh Akalatovich (11 ans d'emprisonnement) et du prêtre orthodoxe Siarhiey Rezanovich (16 ans d'emprisonnement).

Les récentes modifications apportées à la «Loi relative à la liberté de conscience et aux organisations religieuses» obligent toutes les congrégations à renouveler leur enregistrement dans des conditions discriminatoires avant le 5 juillet 2025 et prévoient jusqu'à deux ans d'emprisonnement pour toute activité non enregistrée, ce qui signifie que la prière à domicile pourrait devenir un délit.

La liberté de religion est protégée par la Constitution bélarussienne, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et les principes plus généraux du Conseil de l'Europe.

Nous appelons donc les autorités bélarussiennes :

- à abroger la date limite de réenregistrement fixée au mois de juillet 2025 et l'article 193.1 qui incrimine les groupes non enregistrés;
- à libérer les membres du clergé illégalement emprisonnés et tous les prisonniers politiques;
- à restituer les lieux de culte saisis, notamment l'église rouge de Minsk, et à cesser toute ingérence dans l'autonomie religieuse.

Nous exhortons en outre les organes du Conseil de l'Europe et les États membres à procéder à un suivi des violations, à charger l'envoyé spécial de l'Union européenne pour la liberté de religion ou de conviction de mener une enquête au titre des pactes internationaux, à apporter une aide juridique et technique aux congrégations vulnérables et à mettre en place des réseaux de solidarité, afin que les Bélarussiens puissent pratiquer leur culte sans crainte.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

HISPÁN Pablo, Espagne, PPE/DC
BAKOYANNIS Dora, Grèce, PPE/DC
BASTOS Regina, Portugal, PPE/DC
BOVENS Theo, Pays-Bas, PPE/DC
BULAI Iulian, Roumanie, ADLE
CHATZIOANNIDOU Maria-Nefeli, Grèce, PPE/DC
CHEPTONAR Andrian, République de Moldova, PPE/DC
DALLE Benjamin, Belgique, PPE/DC
DALLOZ Marie-Christine, France, PPE/DC
DAVIDOVICI Natalia, République de Moldova, PPE/DC
GALLES Paul, Luxembourg, PPE/DC
GÖTHBERG Gustaf, Suède, PPE/DC
HORGA Maria-Gabriela, Roumanie, PPE/DC
JEVGRAFOV Aleksei, Estonie, ADLE
LEIPUTĖ Orinta, Lituanie, SOC
LEYTE Carmen, Espagne, PPE/DC
LYDEKA Arminas, Lituanie, ADLE
MARKOPOULOS Dimitrios, Grèce, PPE/DC
MINA Alice, Saint-Marin, PPE/DC
MODERT Octavie, Luxembourg, PPE/DC
MOREL Louise, France, ADLE
NAGY Szabolcs, Roumanie, PPE/DC
NICULESCU-ȚĂGÂRLAȘ Cristian-Augustin, Roumanie, PPE/DC
PANMAN Tekke, Pays-Bas, PPE/DC
PASQUIER-CIULLA Christine, Monaco, PPE/DC
PAVIĆ Marko, Croatie, PPE/DC
PETIR Marijana, Croatie, PPE/DC
POLIDORI Catia, Italie, PPE/DC
ROBLES Gonzalo, Espagne, PPE/DC
SACHEVA Denitsa, Bulgarie, PPE/DC
SCHOU Ingjerd Schie, Norvège, PPE/DC
SIGHIARTĂU Robert-Ionatan, Roumanie, PPE/DC
SOBOLIEV Serhii, Ukraine, PPE/DC
SPĂTARU Elena-Simona, Roumanie, ADLE
STAMATIS Georgios, Grèce, PPE/DC
TABAKU Jorida, Albanie, PPE/DC
VĖSAITĖ Birutė, Lituanie, SOC
VOKSHI Albana, Albanie, PPE/DC
WIECHEL Markus, Suède, CEPA
WIJK Elly, van, Pays-Bas, PPE/DC
ZINGERIS Emanuelis, Lituanie, PPE/DC

Total = 41

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CEPA: Conservateurs européens, Patriotes et Affiliés
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts